

Henri Pigeat

LA DÉMOCRATIE MÉDIATIQUE

**Propos introductif
au débat**

Les techniques de communication n'ont pas cessé, depuis un siècle, de se multiplier, de se perfectionner, de gagner en puissance et de diversifier à l'infini leurs applications.

Le téléphone encore balbutiant en 1900 véhicule aujourd'hui la voix, le texte et l'image. Devenue le média dominant au cours des trente dernières années du siècle, la télévision a largement bénéficié du satellite, du câble et de la fibre optique. Le nombre des canaux, longtemps limité en France, va être bientôt multiplié par trois, grâce à la diffusion numérique terrestre.

L'ordinateur a introduit sur un support unique le traitement numérique de l'écrit, du son et de l'image pour augmenter encore la capacité de traitement, de stockage et de diffusion de l'information. A l'extrême fin du siècle, l'Internet a marié toutes ces techniques pour transmettre des messages de toutes formes, partout dans le monde, sans délai, sans limite de capacité et à coûts de plus en plus faibles.

Des techniques aussi puissantes et aussi répandues pèsent sur la société. Toujours au cœur de l'activité humaine, l'outil de communication détermine traditionnellement les cultures et les civilisations, mais aussi la démocratie.

*Ces nouvelles techniques n'ont pas seulement fait des médias un des pouvoirs essentiels de la société, ils ont aussi instauré le règne de l'image et celui des médias de masse, ce qui conduit à un véritable changement de leur nature. Ils continuent ainsi à peser plus que jamais dans la vie publique, mais de façon très différente de ce qu'avaient pressenti Chateaubriand et les Pères fondateurs de la république américaine. C'est la télévision et non plus la presse écrite qui informe la majorité des citoyens. Dans les pays occidentaux, elle est regardée plus de trois heures par jour. **Un individu bénéficiant d'une durée de vie moyenne passe ainsi sept à huit ans de son existence devant le téléviseur.***

Les images dominent les journaux télévisés. Ce sont donc elles qui constituent désormais le principal vecteur de l'information.

Il y a une vingtaine d'années, Gabriel de Broglie en donnant pour titre à l'un de ses livres un proverbe chinois "Une image vaut dix mille mots", s'interrogeait sur les effets intellectuels et psychologiques de l'image vidéo animée, déversée en flot quasi continu. Force est de reconnaître l'ignorance qui est encore la nôtre quant aux effets réels de l'image télévisée. Pour l'instant, nous savons surtout que cet effet n'est pas le même que celui d'une information écrite qui incite au raisonnement.

L'information est désormais directe. L'actualité nous arrive de façon brute, partielle et constamment changeante. Cette information en direct ne dispose plus ni du recul, ni du délai qui permettent la vérification des faits et des sources, l'analyse et la mise en situation.

Le journaliste change ainsi de rôle, il est de moins en moins un médiateur qui explique, hiérarchise et au besoin critique les faits présentés. Il est beaucoup plus désormais un metteur en scène, des faits quand ce n'est pas de lui-même.

Média de masse, la télévision est condamnée à être simple, si ce n'est primaire puisqu'elle s'adresse à un public très large, indifférencié et la plupart du temps peu attentif. Elle ne peut perdre du temps dans les nuances. Son mécanisme est de toucher, séduire, choquer, mobiliser

Vérité dominante, si ce n'est unique, la télévision détermine la réalité. N'a-t-on pas vu récemment un hurluberlu négationniste prétendre qu'aucun avion n'avait percuté le Pentagone le 11 septembre 2001 puisque la télévision n'avait pas pu montrer l'image de cet impact.

Les autres médias sont tentés de s'aligner sur une telle puissance. Les magazines deviennent ludiques. Les quotidiens régionaux privilégient " l'information de service ". La radio s'efforce de créer l'événement. Les nouveaux services de l'Internet diversifient sans doute les canaux, mais leurs sources sont souvent invérifiables.

Les médias actuels n'aident guère à penser et s'éloignent de l'espoir des Lumières selon lequel la presse devait aider chacun à connaître et à comprendre les sujets d'intérêt commun. Contrairement à une idée trop souvent reçue, le développement quasi infini des moyens d'information ne permet pas d'être mieux informé ni d'être plus conscient.

Isolé, l'individu est désarmé face à ce flot d'images et de faits indifférenciés. La facilité est pour lui de se soumettre ou de se replier sur son

cercle personnel. Les techniques actuelles permettraient la réplique et le dialogue, mais le fonctionnement des médias laisse encore peu de place à une expression individuelle de quelque portée.

Sauf exception, les médias de masse n'aident donc guère les citoyens à participer réellement au débat public ni à contrôler l'action des gouvernants. Le voudraient-ils qu'ils n'en ont guère la capacité, par la nature même de leurs techniques et de leur économie. Ils servent moins le citoyen qu'ils n'offrent un spectacle à des consommateurs. Faute d'être maître de la politique à travers la presse, comme le voulaient les philosophes du XVIII^e siècle, le citoyen redevient sujet.

L'écart reste donc encore grand entre le potentiel des médias actuels et l'usage réel qui en est fait. La faiblesse vient évidemment moins des techniques que de ceux qui les emploient. L'apprentissage de la démocratie médiatique reste devant nous.

Henri Pigeat

Président de l'*International Institute of Communications*

Conviés par Pierre Brillard et Bernard Ollagnier à poursuivre le débat ainsi engagé de nombreux spécialistes des médias ont bien voulu accepter d'exposer leurs points de vue.

L'enquête a été étendue au réseau des membres de l'International Institute of communications.

Devant l'importance et l'abondance des témoignages recueillis, la rédaction a décidé de les répartir sur deux numéros : on les trouvera donc :

- pour un premier groupe, dans ce numéro (18) de juin,
- pour le second, dans le numéro suivant (19) daté de septembre 2002.

Jean-Eric de Cockborne

«La “désintermédiation” est sans doute le phénomène le plus marquant d’Internet, mais la grande majorité aura toujours besoin de médiateurs.»

interview de
Pierre Braillard

Jean Eric de Cockborne, spécialiste européen, juriste expert en audiovisuel et en télécommunications, est directeur de la Direction générale de la Culture et de la Communication à la Commission européenne, après avoir été de longues années à la direction de la DG XIII, actuellement DG InfoSoc. Ses vues ont ainsi pris d’autant plus de poids.

Pierre Braillard : *On sent venir chez tous les jeunes professionnels, face aux possibilités du numérique, une certaine peur de la concentration des pouvoirs, qui n’est pas uniquement dictée par une hostilité à Bill Gates mais qui pourrait créer une tendance au fascisme de l’Internet. Serait-ce aussi votre sentiment ?*

Jean-Eric de Cockborne : L’Internet, comme la langue d’Esopé permet le meilleur et le pire. C’est le reflet de toutes les tendances de la société y compris des pires perversions. Mais j’ai plutôt tendance à retenir les opportunités plutôt que les risques. Il est clair qu’il doit y avoir un contrôle d’Internet, une responsabilisation des prestataires d’accès. Je crois qu’on s’oriente à ce sujet vers une bonne solution avec l’obligation de retirer les contenus nuisibles que le prestataire d’accès ne contrôle pas. Quant aux opportunités, ce qui est le plus frappant d’Internet en utilisant un terme qui peut paraître un néologisme, c’est pour moi la “désintermédiation”. Cette notion est vraiment le phénomène le plus marquant d’Internet. Il y a là la possibilité pour ceux qui ont la formation suffisante, le temps, la curiosité de trouver pratiquement toute l’information brute, y compris politique, sans passer par les médiateurs, par les faiseurs d’opinion.

C’est une très grande richesse qui doit être encouragée, mais il ne faut pas non plus être naïf : la majorité, la grande majorité de la population continuera à avoir besoin de médiation. Il est donc important de s’assurer que cette richesse d’information ne soit pas capturée par un certain nombre d’organisations monopolistiques telles que sont proba-

blement les portails d'accès à Internet. On voit d'ailleurs qu'il existe une continuité entre les médiateurs traditionnels que sont les médias et leur prolongement sur Internet. Le site le plus populaire en Europe est celui de la BBC. En France, c'est celui de TF1, donc les gens se tournent naturellement par un effet de "branding" vers les médiateurs traditionnels.

J-E d C. : Ils voient de nouvelles possibilités en ayant accès non seulement au JT, mais encore à un sujet précis, pour trouver sur les sites électoraux.

J-E d C. : Ce qui est important, c'est qu'il n'y ait pas de monopolisation de cet accès.

P.B. : *La corégulation telle que la présente le Conseiller d'État Isabelle Falque Pierrotin serait-elle une solution ?*

J-E d C. : La corégulation a certainement un rôle à jouer dans le domaine de l'Internet, notamment pour les aspects de publicité, les aspects éthiques, la protection des mineurs, où il y a déjà des exemples assez intéressants.

P.B. : *Le directeur des informations de la BBC constatait une désaffection totale des jeunes générations pour les "news", mais grâce aux sites web, aux moteurs de recherche, ces jeunes devraient changer de comportements.*

J-E d C. : En Europe, de façon générale, je ne parle pas émission par émission, le temps que les gens passent à regarder la télévision n'a pas diminué. Le temps moyen est de trois heures et quart par jour, ce qui est proprement effrayant ! Cela n'a pas encore été mangé par cette chasse aux "eyeballs" dont parlent les Américains. Aux États-Unis, on a commencé à voir un fléchissement du temps passé à la télévision

P.B. : *Notamment pour les networks.*

J-E d C. : Oui, ils ont évidemment perdu à cause de la multiplication des nouvelles chaînes. Avec la télévision numérique, on commence à voir apparaître une transition, pratiquement sans ourlet, "seamless" entre la télévision et l'Internet. Si on regarde ce que Sky est en train de faire avec sa boîte SkyPlus, et sans doute bien d'autres, on dispose d'écrans qui ressemblent beaucoup à des écrans Internet, des petites fenêtres avec les sujets principaux d'un JT. On peut cliquer sur le sujet qu'on veut voir directement. Le rôle des EPG (Guides Electroniques de Programmes) est aussi important. Cela devient donc assez semblable.

P.B. : Justement, nous parlions des barrières d'accès dans un système numérique dont Serge Tchuruk, Président d'Alcatel, prétendait qu'il n'était pas encore un modèle économique rationnel, qu'il restait même aberrant avec sa répartition des revenus de la chaîne de valeur. Parlons surtout avec vous des aspects culturels : est-ce que notre cher "français" va résister à cette langue qui s'universalise, l'anglais ?

The Economist a publié un article sur la nouvelle façon de se créer un empire mondial, prédisant qu'en 2050 les deux tiers du monde parleront anglais.

J-E d C. : Effectivement, il y a un phénomène de généralisation de l'anglais comme deuxième langue, comme langue véhiculaire planétaire ce qui présente un certain nombre d'avantages, mais à notre sens, ça ne doit certainement pas remplacer les premières langues. L'Internet peut être la meilleure et la pire des choses, car il est une chance pour maintenir les langues peu parlées, les langues régionales avec des sites qui unissent les diasporas. On trouve des sites en basque, en catalan, en breton qui peuvent être vus dans le monde entier. On peut aussi publier sur Internet beaucoup plus facilement que sur du papier. Ce qui freine les éditions sur Internet, c'est le manque de micropaiements sécurisés.

Au niveau de l'Union européenne, nous conduisons un grand nombre d'actions pour développer les langues elles-mêmes. Nous avons eu, en 2001, une "Année des Langues" justement pour promouvoir les diverses langues des États membres. Le Programme Culture 2000 a pour but de faire circuler ces soutiens aux différentes initiatives. Dans le domaine audiovisuel, nous avons la Directive Télévision Sans Frontières et le Programme Média qui ont pour objet de faire circuler les œuvres européennes. C'est un gros problème : les œuvres européennes circulent mal en Europe. Les gens regardent soit les œuvres nationales, soit les œuvres américaines.

P.B. : Il est clair qu'au delà des fonctions de divertissement, tous ces moyens ont à prendre part à la formation politique des téléspectateurs.

J-E d C. : La *Semaine du Cinéma* associant une cinquantaine de villes, les organismes publics et privés de télévision, que nous organisons en novembre prochain, fera connaître les œuvres des différents pays. Ce sera une action européenne importante.

Sylvain Gouz

«Big Brother va mourir avant d'avoir vécu... on ne sait pas manipuler l'information télévisée. Le numérique n'est pas un risque, plutôt une chance des class media.»

interview de
Pierre Braillard

Sylvain GOUZ est journaliste. Directeur adjoint Projet Numérique France Télévisions. Outre sa carrière dans la presse écrite, il a acquis une forte expérience dans l'information télévisée comme Rédacteur en Chef du JT de TF1, (son interview a été recueillie le 27 mars).

Pierre Braillard : *Vous avez dit des choses fort pertinentes sur l'importance du numérique pour la presse écrite, peut-être même davantage que pour l'audiovisuel en ce qui concerne l'information et le travail des journalistes, rompus à l'écriture sur ordinateurs dans le premier cas, alors que les confrères de la télévision persistent à rédiger leur commentaire sur des papiers... Le numérique va donner au journaliste la maîtrise de la rédaction et du montage des sujets courts, tandis que les "monteurs" pourront se consacrer aux magazines en y passant le temps qu'il faut.*

Notre première question concerne la menace de mainmise sur les réseaux nouveaux par des puissances politiques, économiques ou autres du fait de l'arrivée du numérique. Ou bien, au contraire, la structure décentralisée de ces réseaux les prémunit-elle contre de telles menaces qui seraient donc illusoire ?

Sylvain Gouz : Mon sentiment est que l'arrivée du numérique, essentiellement du numérique dans la diffusion de la télévision, conduit à penser que "Big Brother va mourir avant d'avoir vécu." Je m'explique : La peur de Big Brother c'est de voir encore aujourd'hui qu'un journal télévisé, celui de TF1, représente à 20 heures environ 60 à 70 % de l'information télévisée en France. Puisque 80 % des Français s'informent essentiellement par la télévision, on peut se dire qu'il existe un risque que l'information soit unilatérale, manipulée, etc. Je dirais d'abord que ce risque potentiel n'existe pas aujourd'hui. Pour avoir notamment confectionné quelques milliers de journaux télévisés comme rédacteur en chef à TF1, je suis convaincu qu'on ne sait pas manipuler l'information télévisée. Autrement dit, ce n'est pas parce

qu'on va montrer souvent quelqu'un que, pour autant, l'opinion va lui être favorable. Exemple : Edouard Balladur, montré, surmonté, "sur-exposé" comme on dit, par TF1 à la veille des élections présidentielles de 1995, cela a joué plutôt contre lui ! Personnellement, quand j'étais rédacteur en chef du 20 h, je n'ai jamais pu savoir à l'avance quelle allait être l'influence, l'impact de telle ou telle séquence. J'ai le sentiment que la télévision joue sur les émotions plutôt que sur la raison et que, par exemple, du point de vue politique, elle conforte chacun dans ses choix plutôt qu'elle les fait évoluer.

P.B. : C'est ce que vous appelez le besoin de sécurisation qui est l'un des effets de la télé ?

S.G. : Tout à fait, puisque, sur un mass média, on ne peut pas être très original. Il n'y a pas en France -sauf quelques émissions de Canal+- de télévision d'opinion. C'est une télévision plutôt de confirmation et donc, en un sens, conformiste. A partir de là, il n'y a pas d'effet majeur. Peut-être, pourrait-on se dire qu'on va parvenir à manipuler l'opinion, un jour, mais je dis que Big Brother va mourir avant d'avoir vécu parce que la part des TV dinosaures, des chaînes historiques, de TF1, de France 2, de France 3, va nécessairement diminuer. On voit bien aujourd'hui dans les foyers équipés de quinze chaînes par le câble ou le satellite que la part de TF1 passe de 35 à 23 %, celle de France 2 de 23 à 17 %. On observe vraiment une tendance à la décroissance des grandes chaînes "mass média" au profit de ce que j'appelle les "class média" au sens anglo-saxon, des chaînes catégorielles qui seront beaucoup plus en adéquation avec leur auditoire. Chacun découpera son audience dans chaque média, chaque chaîne thématique. On arrivera peut-être alors à des télévisions d'opinion. Ce n'est pas encore le cas. On a plutôt des thématiques spécialisées, le cheval, la météo, la forme et la santé, et même LCI qui est une de celles les plus regardées reste très généraliste et se veut non-engagée politiquement. Finalement, je ne vois pas les technologies nouvelles numériques comme un risque mais plutôt comme une chance...

P.B. : La numérisation va donc donner des chances à la redistribution des cartes ?

S.G. : Oui, on va arriver à un univers éclaté. Prenons le cas de la télévision numérique terrestre. Aujourd'hui, 70 % des Français environ reçoivent cinq chaînes gratuites et peuvent recevoir une chaîne payante, Canal+. Demain, en 2003, ces mêmes foyers pourront, moyennant l'achat d'un décodeur coûtant une centaine d'euros, avoir accès à quin-

ze chaînes gratuites, au lieu de cinq. Et à quinze chaînes payantes au lieu d'une seule, en option. Cela donnera une ouverture, des capacités pour chacun, de choisir la télé qu'il désire plutôt que d'être subordonné au programme unique décidé par une pseudo-élite intellectuelle comme c'était le cas au tout début de la télévision.

P.B. : *Parlons aussi de l'information politique.*

S.G. : Au niveau de l'information politique, la grande originalité de la télévision à la française est d'avoir pour règle de ne pas s'engager. Ce n'est pas forcément le cas aux États-Unis, où à NBC existe une "La Lettre de l'Éditeur" qui est une chronique "engagée" diffusée avant les bulletins d'information. Cela ne veut pas dire que les commentaires à la télévision française soient neutres. Chacun laisse évidemment passer dans un commentaire ce qu'il a en tête, mais ce n'est pas affiché comme une télévision d'opinion. Cela a été le cas en Italie avec une chaîne de démocratie-chrétienne et une chaîne communiste.

En France, les gens de droite pensent que la télé est de gauche, les gens de gauche qu'elle est de droite, et quand on regarde les auditoires, on voit que tout cela est très mélangé. Sur le plan politique, mon sentiment est qu'il n'y a pas énormément d'impact. Le principal, dirais-je, est qu'on demande aujourd'hui à un homme politique de savoir se servir de l'instrument, mais d'une certaine façon, rien de nouveau non plus par rapport au Forum d'Athènes où il fallait que Démosthène ait un sacré coffre et une belle rhétorique pour convaincre.

P.B. : *Claude Allègre dit aussi qu'au moins ces gens-là convoquaient le peuple sur l'Agora dès qu'une décision importante devait être prise. Ce sont maintenant les cabinets ministériels qui ont pris la place du rhéteur.*

S.G. : Peut-être, mais prenez la III^e République : un personnel politique de ténors, il fallait du coffre sous les préaux d'école. Quand on entend les archives sonores de l'époque, Herriot, des gens comme lui, on découvre des profils tout à fait incroyables. Passons après-guerre, Mendès France, j'ai des souvenirs d'enfance de ses causeries hebdomadaires pendant la guerre d'Indochine : c'était une voix qui passait bien à la radio. Je me souviens de ses dialogues avec Michel Debré. Il a voulu essayer la télé avec Defferre en 69, ça a été un échec terrible (peut-être pas seulement en raison de cet aspect médiatique) !

Ça veut dire quoi ? Que la télévision n'est qu'un médium et qu'un homme politique doit convaincre avec les médias de son temps, savoir se servir de la télévision qui ne se prête pas à des raisonnements très élaborés, plutôt à des idées relativement simples expliquées assez lon-

guement, clairement, on n'y fait pas des raisonnements, pas du billard intellectuel à cinq bandes. On peut faire un article très ciselé dans la presse écrite. A la radio, où l'imaginaire fonctionne, on peut être un peu plus elliptique. A la télé, ce n'est pas l'imaginaire... Cela ne me choque pas que les hommes politiques aient appris à se servir de la télévision. C'est un moyen de communiquer, chacun a appris à écrire, à parler, il faut apprendre maintenant à s'exprimer devant une caméra.

P.B. : *Vous vous souvenez des théories de von Békézy sur les "cônes d'attention" expliquant que le cône visuel tuait le cône auditif. Vous évoquez donc la chute de l'art oratoire en France ? Il y en a moins qu'avant, il a surtout changé de style.*

S.G. : C'est tout à fait patent dans le reportage télévisé. Dans un reportage, ce qui prime, c'est l'image. Derrière le journaliste qui commente, qui peut raconter ce qu'il veut, ce qu'on retient, c'est l'image. Mais quand il s'agit de quelqu'un qui parle à la télévision, l'image compte aussi, mais beaucoup moins. Il y a un art oratoire à la télévision. Ainsi, dans un débat, celui qui est le plus souriant, le plus *cool*, l'emporte. La colère, l'agressivité, sont réputées comme n'étant pas payantes.

P.B. : *Ce qui n'est pas payant non plus, c'est la mise en accusation presque constante des petits candidats qui se disent malmenés par les médias : "c'est la faute aux médias", si la gauche ne passe pas, ou si la droite ne passe pas. On entend un peu les deux discours, plus à droite d'ailleurs.*

S.G. : Je serais un petit candidat, je participerais à ce concert, mais je ne suis candidat à rien, J'essaie de regarder cela d'une manière un peu distante.

On met sur le compte des médias beaucoup de choses qui ne sont que le fait de la réalité. Je vous en cite un : l'affaire de Timisoara où toutes les chaînes de TV ont été mises en cause, je le sais d'autant mieux que ce soir là, j'étais rédacteur en chef et que j'ai choisi de passer ces images de charnier, non pas en direct contrairement à la légende, mais quelques minutes après les avoir enregistrées et expurgées des plans les plus insupportables. Timisoara n'a pas été un trucage de la télé. Au contraire, dirais-je. J'ai eu la chance en tant que rédacteur en chef de "vérifier" l'information avant diffusion, avec un de nos journalistes qui s'était rendu de Hongrie, sur les lieux, et qui avait vu les cadavres gisant dans le cimetière. Le travestissement -et il y en a eu un, bien sûr- est qu'il ne s'agissait pas des cadavres des gens qui avaient

été tués quelques jours avant, lors des manifestations. Les autorités locales, face à la pression internationale qui réclamait de voir des cadavres pour croire au massacre deux jours avant, avaient fait mettre dans le cimetière tous les cadavres qui se trouvaient à la morgue. Il s'agissait donc d'un travestissement de la réalité. Les médias en tant que tels n'y étaient pour rien... On leur montre des cadavres, ils vérifient que ce sont des cadavres. On a su de manière affirmative quelques jours plus tard que les véritables cadavres de cette manifestation réprimée par les forces de Ceausescu avaient été incinérés au crématorium de Bucarest sur l'ordre de Madame Ceausescu. Sur le moment, il fallait des cadavres pour en attester, donc il y a eu un trucage de la réalité, ce n'est pas un trucage délibéré des médias. Je ne viens pas dire que les médias ne mentent jamais, mais on leur met sur le dos un fardeau que parfois, souvent même, ils ne méritent pas.

P.B. : Une dernière question : que peut-on apporter aux pays en voie de développement pour les amener à une véritable démocratie ?

S.G. : Je suis assez pessimiste là-dessus ! Nous sommes en effet dans une société de communication mondiale, de "mondialisation de la communication". Ce qu'on leur apporte aux pays pauvres, c'est un modèle culturel qui ne leur correspond pas et qui même les déstabilise. Autrement dit, comment voulez-vous que ces pays parviennent à créer leur mode de développement alors qu'on leur inflige en permanence nos modes de publicité, l'image de nos vies, de nos envies. On mondialise en gros la vision de nos richesses sans mondialiser pour autant l'accès à ces richesses. Donc, je serais plutôt pessimiste là dessus, numérique ou pas numérique ! Le numérique ne change rien à l'affaire. Le modèle de civilisation occidentale que l'on déploie à travers ces paraboles, ces émissions de télévision par satellites, c'est un chiffon rouge qu'on présente aux pays du Sud.

P.B. : Seriez-vous prêt comme Prof à aller faire un amphi, par exemple à Johannesburg fin septembre 2002, à la Conférence annuelle de l'IIC, pour expliquer à une jeune équipe sortie de l'Apartheid qui crée une chaîne de télévision, toute votre "expertise" ?

S.G. : Bien sûr, on peut évidemment, non pas faire des cours mais essayer d'apporter quelques conseils. Mais je pense qu'au-delà des techniques -elles sont pareilles partout, la télévision, c'est une question de culture-, le plus gros danger pour les biens culturels c'est d'être considérés comme des marchandises. C'est aussi le problème du mode de développement et de la manière dont on arriverait, ou dont on arri-

vera, dans ces pays, à sortir la télévision, mais aussi la presse, de la sphère de la marchandise. Cela me paraît important à apporter comme conseil.

P.B. : *Vous avez dit que l'Internet était une bénédiction pour la presse écrite, puisque tout le monde est mis à peu près à égalité au niveau de l'accès aux sources.*

S.G. : C'est le grand bénéfice du numérique. A partir du moment où tout est converti en une sarabande de 0 et 1, tous les types de messages se retrouvent à peu près sur la même ligne de départ. Internet, oui, est une nouvelle chance pour la presse écrite. Pourquoi ? D'abord, vendu sur le Net, le journal élimine la partie la plus forte de ses prix de revient que sont l'encre et le papier. C'est le lecteur qui les paie. Un bain de jouvence pour la presse écrite !

Ensuite, la capacité d'accès est la même pour des textes, ou pour des sons, elle est même plus difficile aujourd'hui pour des vidéos. Vous pourrez cliquer sur un article d'un quotidien, le clip audio d'une radio, une vidéo d'un JT pour avoir différentes approches d'un même événement. Vous accéderez ainsi à toute la richesse des différents médias qui par leur nature même ont une spécificité éditoriale, et c'est très bien ainsi ! La télévision ne peut pas tout dire, elle n'a pas la place, elle n'est pas faite pour ça !

Elle confirme, elle indique, mais, pour comprendre vraiment, le support de la presse quotidienne ou hebdomadaire est indispensable.

P.B. : *Quand Chirac parle d'un CNN à la française, vous voyez cela comment ?*

S.G. : Nous avons à France Télévisions un projet de chaîne d'information continue. En fait, nous en aurons peut-être deux : un dans le cadre de la télévision numérique terrestre qui sera très adossée à France 3 et à France 2, assez franco-français, même s'il traite de la grande actualité internationale, mais qui s'adresse aux téléspectateurs français. Ce serait une base de départ pour réaliser éventuellement une deuxième chaîne info, "mondiale" celle-là. Regardez la BBC : elle diffuse une chaîne "domestique" BBC News 24 et BBC World. Elles ont des séquences communes, bien évidemment, mais ce ne sont pas les mêmes canaux. BBC World n'est pas reçue en Grande Bretagne et, inversement, BBC News 24 ne l'est pas à l'étranger.

John Howkins

«La morale veut que nous utilisions tous les moyens disponibles pour propager la démocratie, y compris le numérique, mais il n’y réussira sûrement pas tout seul.»

interview de
Pierre Braillard

John Howkins est un consultant en communications. Une trentaine de gouvernements font appel à lui, Chine, Japon, États-Unis, de nombreux pays européens dont le sien, le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth. Animateur du Dialogue Transatlantique sur la Société de l’Information, Deputy Chairman du British Screen Advisory Council, il vient de publier “The creative Economy-how people make money from ideas”.

Pierre Braillard : *Tout le monde s’accorde pour reconnaître aux technologies nouvelles un rôle salubre dans la diffusion des idées démocratiques. De nombreux esprits évoquent aussi le risque d’accaparement de la toute puissance des réseaux à des fins sinon totalitaires, du moins peu recommandables. Comment conjurer ce risque ? L’effacement des intermédiaires va-t-il l’aggraver ou les autorités de régulation le réduire ?*

John Howkins : Tous les réseaux qui sont “ouverts”, qu’ils soient matériels comme les autoroutes, ou électroniques, sont susceptibles d’abus de toute sorte de gens. Je ne pense pas que les réseaux numériques soient davantage vulnérables que leurs devanciers. Je ne pense pas non plus qu’on soit à la veille de voir s’instaurer un vote électronique généralisé. Nous vivons encore dans un monde déterminé par le progrès technique et nous attachons trop d’importance aux différences superficielles des diverses technologies et trop peu aux principes d’ordre moral, social et économique profondément ancrés dans nos sociétés. Ainsi, je ne crois pas qu’il existe un plus grand danger qu’auparavant de voir confisquer ces réseaux par des puissances maléfiques.

Concernant la régulation, il est clair que les mêmes règles politiques qui régulent les systèmes actuels s’appliquent au numérique : législations sur la concurrence, la propriété intellectuelle, la diffamation, dispositions anti-concentration... Une certaine révision des textes est évidemment indispensable, notamment en ce qui concerne la

concurrence, les dispositions anti-concentration devenues contradictoires et la régulation des Protocoles Internet (IP).

Un exemple : le formidable pouvoir que détient Tony Blair sur l'opinion publique anglaise depuis 1997 ne vient pas de la télévision, des télécoms ou de l'Internet, mais tout simplement du talent d'un ex-rédacteur qu'il engagea pour "terroriser" ses anciens collègues de *Fleet Street*...

Quant à la disparition des intermédiaires, elle me semble plus apparente que réelle. A l'avènement de technologies nouvelles, les premiers qui les adoptent se sentent suffisamment compétents et se dispensent de faire appel à des intermédiaires qualifiés. Mais ceux-ci finissent toujours par se manifester.

P.B. : *On vante l'universalité des réseaux, leur accès facile ouvert à tous, mais le sont-ils vraiment ? L'acquisition de l'usage prend du temps sans parler du coût des équipements et des abonnements. Certains voient se dresser partout des barrières, et taxent les autres d'angélisme. Qu'en pensez-vous ?*

J.H. : Je suis d'accord avec les faits que vous décrivez, mais je ne suis pas certain pour autant qu'il faille se montrer pessimiste. Les conditions d'accès sont éminemment variables et il est incontestable que l'Internet profite encore d'abord aux élites, aux élites en termes de revenu, de niveau d'éducation, mais pas forcément en termes politiques. La majorité des connexions haut débit se trouvent dans les bureaux plutôt que dans les maisons individuelles, ce qui avantage évidemment tous ceux qui travaillent dans ces bureaux. N'oublions pas qu'une bonne moitié de la population de la planète n'a jamais entendu sonner un téléphone et, *a fortiori*, navigué sur l'Internet. Ce fossé se creuse au lieu de se combler. Rien de nouveau à cela. Al Gore lui-même attribuait à Cervantes l'invention du terme "fracture numérique", il y a près de quatre siècles.

Cette fracture nous pose un problème d'éthique. Elle affecte les pays de l'OCDE dans leur capacité d'exporter dans le reste du monde, lequel, à l'exception des quelques villes bien câblées et de bandes côtières, n'a guère de moyens de connaître et d'apprécier, puis d'acheter leurs produits. La dure réalité de la mondialisation ne tient pas à ce qu'il existe des McDonalds partout, mais bien qu'il n'y a personne d'autre !

P.B. : “Nous devons assouplir l’interface entre la science et la société” a reconnu le philosophe Michel Serres. Il faut donc combattre la technophobie, mais également les fausses promesses (du numérique) fondées sur la loi de Moore qui prédirait une baisse des coûts quasi-perpétuelle. Comment faire mieux comprendre la vérité technique aux gens qui s’en servent ?

J.H. : En fait, la loi de Moore ne dit pas que le développement résulte des économies d’échelle (qui réduit le coût du capital et du travail), mais de l’apprentissage de gens sachant de mieux en mieux se servir des techniques qu’on leur propose. Nous nous améliorons tous ainsi. Dans l’esprit de Moore, la puissance de calcul des circuits devient de moins en moins coûteuse et de plus en plus rapide, abaissant donc régulièrement le prix des ordinateurs et cela indépendamment des *inputs* économiques. Il faut bien voir que les gains de productivité ne sont pas universels et, pour ma part, je doute fort que les technologies de l’information puissent revendiquer un effet bénéfique sur la productivité. Je pense même que l’augmentation du nombre d’heures travaillées en offre une meilleure explication. Certes, le prix des biens diminue, certains sont même gratuits, mais cette tendance est très variable. A cet égard, les réseaux numériques ont radicalement changé, et le plus souvent diminué, le coût de la distribution de l’information quand on peut la numériser : ceux qui ont recours à l’assistance du réseau téléphonique, le savent : rien pour les informations qui résistent à toute mise en forme numérique ! A mesure que le temps passe, les gens vont se rendre compte que l’information qu’ils recherchent est maintenant disponible là où ils se heurtaient à des silences décourageants. Les prix de l’information, eux aussi, changent, mais je suis en désaccord avec ceux qui prétendent que ces prix baissent. La plupart paie plus cher l’information, plus cher qu’avant, et les budgets familiaux qui y sont consacrés augmentent également du fait des technologies numériques, à coup d’équipements et d’abonnements.

P.B. : La bulle Internet devait éclater. Elle ne paraît pas avoir découragé les créateurs ni les opérateurs. L’économie créative -que vous avez décrite- aura donc su résister, mais verra-t-on émerger un modèle économique plus rationnel et stable au service de la démocratie ?

J.H. : C’est bien possible ! Mais je ne parierais pas là-dessus... J’aperçois bien des signes de retour au bon sens, mais bien faiblement. Les principales conséquences de l’éclatement de la bulle se manifesteront dans un changement des modes de gestion, de la gouvernance, des entreprises comme dans la façon nouvelle dont les gens “se paieront” sur l’entreprise (honoraires, notes de frais, actions, gains en capital...) auxquels viennent s’ajouter des gains extra-financiers, des gains psy-

chologiques, tels que l'amélioration de son statut social, de son carnet d'adresses... Je pense aussi que les États sont à la traîne dans ce domaine, quand on songe à leur manière de gérer la fiscalité ! Le calendrier des réformes revêt aussi une grande importance. Regardez les chemins de fer : les vingt premières années se déroulèrent dans le plus grand désordre, puis après une longue période de stabilité, on assiste à nouveau au chaos...

P.B. : *On ne peut nier, à voir les États membres des Nations Unies, que nombreux sont ceux qui n'ont pas encore embrassé la démocratie. Peut-on attendre des techniques numériques qu'elles accélèrent leur conversion ? Ces pays sont bien conscients des nécessités d'avoir des opérateurs puissants, leur apportant compétences et économies d'échelle, mais, en même temps, on sent bien qu'ils redoutent qu'à la faveur de la technique resurgisse une ère colonialiste. Pourra-t-on les convaincre du contraire ?*

J.H. : J'ai écrit, en français, un livre parrainé par les Nations Unies (édité par l'organisme canadien IDRC) indiquant les divers scénarios possibles. Je crois que les deux facteurs dominants sont le financier et le social. Regardez le désordre en Israël, au Zimbabwe, en Amérique Latine, les guerres de religion en Inde. Voyez aussi la guerre que mènent les États-Unis à "quiconque attaque l'Amérique cette semaine." Je ne crois pas que tout le monde soit d'accord pour que les pays de l'OCDE aident les pays en développement et, dans la mesure où ce serait le cas, cette aide est insignifiante.

Les attaques du 11 septembre et tout ce qui s'en est ensuivi, comme la guerre d'Israël, montre combien le Conseil de Sécurité des Nations Unies et leur assemblée générale ne jouent qu'un rôle marginal dans ces graves événements. Les Agences Spécialisées de l'ONU, comme l'UIT, l'OIT, l'OMS continuent certes à apporter leurs services d'experts professionnels, mais ces services sont d'une qualité très variable, très spécialisée techniquement. Elles montrent aussi peu d'empressement à collaborer sérieusement. L'ONU peine à les encourager à faire preuve de plus d'ambition, et c'est bien décevant. L'Union Internationale des Télécommunications s'y essaie effectivement, mais ses moyens sont limités, les affaires de développement n'y sont pas prioritaires.

P.B. : *Malgré tout, pensez-vous qu'on soit grâce aux merveilles numériques à la veille d'un nouveau Siècle des Lumières ?*

J.H. : Peut-être, j'entrevois en effet une faible lueur, ou plutôt quand je vois des traces de lumière à l'horizon, je découvre aussitôt un gros nuage derrière.

P.B. : *Comme vous êtes clairvoyant et que vous savez bien que la maîtrise des techniques exige un bon niveau de culture -qu'elles sont sans doute incapables de donner automatiquement à tous- elles devraient quand même contribuer à réduire des fractures dont elles ne sont pas responsables, qu'elles auront seulement brusquement révélées. Est-ce faire preuve de trop d'optimisme ?*

J.H. : La morale de cette histoire est qu'il nous faut mettre en œuvre tous les outils dont nous disposons pour combler ces fossés et aider la démocratie à les franchir. Utilisons donc à fond les technologies numériques, mais à elles seules, elles ne suffiront sûrement pas.

Véronique Bui

«Je ne vois pas en quoi la démocratie serait numérique. La capacité des nouvelles technologies de communication nous sortira de la fascination de l'image.»

interview de
Pierre Braillard

Véronique Bui, Docteur ès Lettres, est Maître de Conférence à l'Université du Havre. Son enseignement s'adresse aux étudiants en communication en vue d'élargir leur culture générale, en particulier littéraire. Les interactions du numérique et de la culture chez les jeunes générations la passionnent.

Pierre Braillard : *Vos idées et celles de vos étudiants nous seront très précieuses. Alain Finkielkraut a écrit : «en noyant les œuvres dans le flot ou la déferlante numérique, Internet couronne le nouveau décalogue (droit de ne pas lire, de sauter des pages, de ne pas finir un livre, de lire n'importe quoi....) par un droit de manipulation illimitée.» Vous n'êtes pas pessimiste à ce point ?*

Véronique Bui : Je ne peux répondre que comme une personne qui écoute ce qui se passe autour d'elle, mais à mon avis, je ne vois pas poindre de problème particulier en tant que citoyenne. Il est sûr que,

comme tout marché, il y a des sommes à gagner et les gens veulent se les partager. On retrouve la même chose que pour n'importe quelle entreprise, cette même course aux avantages ! Mais, je n'ai pas l'impression qu'il y ait particulièrement une emprise comportant un risque réel pour la démocratie, actuellement.

P.B. : *Oui, mais quand j'entends que le néo-libéralisme est en train de fusiller toute la culture et son pluralisme, vous n'y verriez qu'un système d'opposition politique ?*

V.B. : On peut évidemment voir ainsi ces attitudes, mais pour l'instant je vous réponds uniquement par rapport à l'Internet. Il est clair qu'en regardant ce qui se passe dans l'édition, il est flagrant que la concentration qui y existait bien avant l'Internet peut nous donner une idée de ce qui arrivera avec d'autres médias. Évidemment, cela semble logique. C'est le capitalisme, je ne vois pas en quoi la démocratie est numérique. L'Internet est encore trop jeune pour qu'on voie émerger ce genre de choses.

P.B. : *D'autres experts viennent dire que la structure, le maillage des réseaux géodésiques prémunissent précisément les nouvelles infrastructures audiovisuelles contre le risque de voir quelques grandes puissances de ce monde les dominer entièrement.*

V.B. : Sans doute. Ce qu'expliquait Régis Debray : «aujourd'hui, nous sommes dans la vidéosphère où l'émetteur est constitué surtout de médias : la personne à convaincre n'est plus un sujet commandé, mais un citoyen-consommateur, c'est le marché.»

Peut-être, le verra-t-on ? De toute façon, je ne serai plus là pour savoir si j'ai dit une bêtise ou non ! On va arriver à un nouveau stade où l'émetteur ne sera plus l'Église, pas plus qu'une élite, et pas davantage les médias, mais l'individu. Nous allons disposer de moyens de communication tels que l'individu deviendra l'émetteur vers un autre individu.

En donnant aux gens la capacité d'utiliser ces moyens de communication, le numérique nous sortira de la fascination de l'image où nous sommes encore. Chacun deviendra producteur de sa propre image, on est déjà producteur de notre propre site. C'est un pas important.

P.B. : *Notre deuxième question. Les gens vont devenir producteurs, consommateurs de programmes, internautes accomplis, mais sont-ils intellectuellement, culturellement armés pour exploiter ce potentiel fan-*

tastique qui leur est offert ? Pour faire de la politique, du culturel, il faut quand même être un cran au-dessus... Sentez-vous que vos étudiants, le monde qui vous entoure, sont qualifiés pour tenir ce rôle d'émetteurs.

V.B. : Quand on parle de ces futurs émetteurs, on parle de cette frange qui doit représenter quelques pour cent de la population, mais ces moyens, oui, nous allons les avoir avec l'accélération de la production de ces outils. Je ne pense pas que ce soit un problème, mais c'est vrai, il y a très peu de personnes qui sont concernées. Ce sont aussi elles qui font le type de société dans laquelle on vit. S'ils sont des individualistes, on aura une société individualiste. S'ils se dépensent pour le social, l'humanitaire, on aura une société humanitaire. Qu'est-ce qui donne en définitive la couleur ?

P.B. : ***Il est certain que même nos compatriotes individualistes travaillent bien mieux en groupe qu'avant. Verra-t-on des sites de groupes spécialisés en politique, par exemple ?***

V.B. : De toute façon, avec les facilités d'interconnexion, cela ne semble pas impossible. Je travaille pour un groupe qui compte treize étudiants. Ce groupe a une adresse en tant que telle. C'est un groupe homogène au sens que donne la dynamique de groupe : même âge, même objectif... Cela se fera comme une espèce de compensation, mais cela marche toujours en oscillant, pour sortir de la solitude.

P.B. : ***De tels groupes, les verriez-vous combattre le désintérêt pour la chose publique ?***

V.B. : J'ai fait un cours sur l'analyse de l'image en m'appuyant sur des affiches. Quand j'ai proposé une affiche de Le Pen où il se moquait à la fois de Chirac et de Jospin, en précisant bien que cette affiche était parue dans *Le Monde*, j'ai senti un refus. En revanche, quand j'ai commencé par toute l'histoire de l'affiche en général, l'intérêt était bien plus grand. Vraiment, l'Internet c'est du ludique ou du travail, la recherche de stages, très souvent : ils en trouvent au bout du monde, ils utilisent cet outil remarquablement... On voit quelles pitreries doivent faire les hommes politiques pour attirer l'attention !

P.B. : ***Ce réflexe de blocage à la chose politique, sera-t-il un jour cassé, encore une fois, par la multiplication des réseaux ?***

V.B. : J'ai l'impression que la génération des 20-25 ans a une position humaniste. Voilà : c'est humaniste, ce n'est pas politique. Le discours

est encore : «on touche pas à mon pote». J'exagère peut-être, mais on est dans l'humanisme... Je vois des étudiants en DESS qui ont toute latitude pour aborder des sujets politiques. Or, ils les évitent. On a l'impression que cela les gêne : c'est bien la question que vous avez posée. Il faut aimer les autres... En écoutant les étudiants, je n'entends jamais de conversation politique !

P.B. : *Nous qui avons la chance d'appartenir à des pays industrialisés, développés... sentons-nous ce devoir d'aider les pays qui le sont moins en termes de démocratie, alors que déjà l'audiovisuel a pu ramener les pays de l'Est dans le giron de la démocratie. Vous-même, jeune universitaire, seriez-vous prête à donner du temps en équipe, pour aider ces pays neufs ? A la mondialisation de l'économie doit à présent s'ajouter celle de la solidarité. Un beau sujet humaniste pour votre génération qui dépasse la notion de fracture numérique.*

V.B. : Prenons un exemple concret ! Des familles maliennes viennent d'arriver dans ma ville. L'urgence n'est pas de les équiper en PC qui est du luxe, un joujou de société super-développée. Les parents de ces familles ne savent pas parler français. On a créé des postes d'adultes-relais pour les aider en langage articulé et qu'ils puissent remplir leurs papiers. On en est là. N'oublions pas la réalité, l'apprentissage de l'usage ; ce sera l'élite ou même l'élite de l'élite qui réussira, il faut voir les choses comme elles sont !

P.B. : *A ce propos on a pu craindre que le maniement de la langue allait souffrir de la mathématisation du langage. En outre, la nouvelle génération sent-elle le besoin de se perfectionner dans l'art oratoire ? Ou ils s'en fichent complètement ?*

V.B. : Je ne crois pas qu'ils s'en fichent, comme vous dites... Tout prof de la communication doit s'en occuper : la communication, ça va des autobus jusqu'à l'Internet et, par conséquent, en comprenant aussi l'art oratoire. Les jeunes sont relativement intéressés. L'intérêt pour eux est de voir la valeur d'un orateur en termes de rhétorique. Evidemment, on doit supporter beaucoup de fautes mais les étudiants ne sont pas sans les remarquer. Ils ont un niveau de langue qui s'est assez appauvri, mais ils en ont conscience. Mais je maintiens que l'outil n'aide pas à faire progresser cette langue. Ce n'est pas le lieu où l'on va commencer à jouer avec les mots, à en inventer de nouveaux dans une progression par rapport à la langue.

P.B. : *Les Africains disent qu'ils ont d'abord besoin de moyens de parler, de poursuivre la palabre. Les téléphones mobiles jouent chez eux un bien*

plus grand rôle que l'Internet.

V.B. : On va très très vite vers une écriture et un maniement de la pensée qui accouche d'une génération du non-développement de la pensée. Ils ont énormément de mal à développer des commentaires sur des écrivains. C'est pour eux difficile. Je les ai appelés la génération "nulle ou géniale".

Philippe Quéau

**«Face au technicisme,
je crois au pouvoir des idées.»**

interview de
Bernard Ollagnier

Philippe Quéau, est directeur de la division "Société de l'Information" à l'UNESCO. Il est l'auteur de La Planète des Esprits pour une politique du cyberspace (Odile Jacob - 2000)

Bernard Ollagnier : Quels liens pourraient s'établir entre l'univers socio-politique et l'univers numérique ?

Philippe Quéau : Je voudrais d'abord souligner que la liaison entre le monde politique et le monde technique ne date pas d'aujourd'hui. Toute évolution technologique profonde entraîne une évolution, voire une révolution socio-politique. Aujourd'hui, on assiste à l'avènement d'une nouvelle vision du monde, à l'apparition d'une nouvelle écriture. Nous changeons de mode scriptuaire. Nous aboutissons à une méta-écriture, à base d'images virtuelles et de liens hyper-textes. Trois grandes étapes de l'écriture ont marqué l'histoire. L'alphabet des Phéniciens, qui leur permit de conquérir le commerce de la Méditerranée, l'imprimerie permit la Réforme et la Renaissance, et l'instruction laïque et obligatoire de

la génération Jules Ferry la naissance de la société industrielle. Aujourd'hui, une nouvelle écriture est apparue qui tend à créer ce que l'on appelle "le fossé numérique" entre ceux qui maîtrisent cette néo-écriture et ceux qui en sont privés.

B.O. : Ne faudrait-il pas former les citoyens aux médias ?

P. Q. : Oui c'est une urgence. Former aux médias, c'est former chaque citoyen à la maîtrise de son environnement. C'est ainsi que l'on pourra réduire le risque réel de fracture entre des sociétés, voire des groupes sociaux de développement inégal. Nous sommes face à une évolution sociétale très profonde qui pourrait induire des risques de prolétarisation intellectuelle.

B.O. : Quelles seraient alors les mesures à prendre ?

P. Q. : En premier lieu, il faut agir tout au long du cursus scolaire dès la plus jeune enfance non seulement pour apprendre le maniement des outils de base de la société de l'information mais surtout pour former l'esprit à la critique et à la recherche des sources d'information.

En second lieu, il faut absolument que chacun puisse acquérir une maîtrise approfondie des systèmes, des logiciels, ce qui conduit à assurer une plus grande transparence des systèmes qui régulent la société de l'information. Cela passe, par exemple, par l'emploi de logiciels à codes sources ouverts, pour en comprendre la structure et pour permettre la formation. Il y a là un vrai défi.

B.O. : N'a-t-on pas fait la part trop belle aux seuls ingénieurs ?

P. Q. : Il est vrai que le développement s'est fait au plan économique et technologique. On a oublié la réflexion fondamentale sur les fins. Mais je citerai Jacques Maritain lors de la 2^e Conférence Générale de l'UNESCO «*l'esprit est toujours en retard sur les événements.*» Il n'empêche que nous avons une tâche urgente de critique, au sens philosophique du terme, à entreprendre face à la domination actuelle de la pensée philosophique anglaise, régnante depuis l'ère Cromwell avec des philosophes comme Hobbes, Locke, Mill ou Bentham, fondée sur le pragmatisme, le positivisme, l'utilitarisme, le nominalisme et aujourd'hui, le technicisme.

B.O. : Est-ce le cas dans ce qu'il est convenu d'appeler désormais la "e-democracy" ?

P. Q. : Oui car l'e-democracy est conçue sur des arguments positivistes, technologiques, de pur pragmatisme mais non pas sur des principes, des valeurs de nature politique et philosophique. Je crains une appropriation techniciste mais qui ne change pas la nature du politique. Les idées sur lesquelles nous avons fondé notre démocratie, les idées de Rousseau, Kant, Voltaire, du siècle des Lumières, ces idées-là perdent du terrain par rapport au pragmatisme ambiant. Par exemple, pour les nominalistes actuels, les tenants du pragmatisme et du positivisme, la notion même "d'intérêt général" ou de "bien commun" est une sorte de "fiction" du langage. C'est dire que l'e-democracy aura du mal à prouver qu'elle sert bien l'intérêt général si celui-ci est une "fiction"...

B.O. : Quel est votre point de vue sur l'e-democracy ?

P. Q. : L'e-democracy représente un champ d'expériences, de nouveaux horizons pour repenser la politique. Et, au risque de vous surprendre, c'est dans les pays du Sud que peut se former un pôle dialectique nouveau. Les pays du Sud forment un pôle opposé à la pensée dominante du Nord.

B.O. : Estimez-vous que, au nom de l'e-démocratie, les libertés individuelles soient atteintes ?

P. Q. : Elles le sont déjà ! Hobbes réclamait le Leviathan dès le XVII^e siècle... il est aujourd'hui à l'œuvre ! Depuis quelques années et particulièrement depuis les récentes vagues de terrorisme, il s'opère un glissement vers un contrôle social accru. L'utopie d'un "état total" devient peu à peu réalité. Déjà sur Internet, ou avec le commerce en ligne, nous laissons des traces qui trahissent notre vie privée et la confidentialité est un leurre. Demain avec le GPS et d'autres technologies de géo-référencement, chacun pourra à tout moment être localisé au mètre près. Big Brother est tout proche.

B.O. : Visez-vous Bill Gates ?

P. Q. : Il est à la source de ce qu'on pourrait appeler "l'immanence technologique". Mais il n'est pas seul, loin de là. Il s'agit de tout un système industriel qui va du complexe militaro-industriel à l'industrie des jeux et des loisirs électroniques... Pour sortir de ce système, il faudrait critiquer les fondements de cette pensée techniciste.

B.O. : A l'UNESCO exercez-vous cette capacité critique ?

P. Q. : L'UNESCO est un excellent lien pour faire émerger des idées. Mais cette organisation n'est pas "mondiale", elle est "internationale" : c'est une association d'États membres et chacun d'eux défend ses propres intérêts et non pas nécessairement "l'intérêt général de l'humanité". Cependant, je crois au pouvoir des idées, je suis convaincu qu'ici nous pouvons contribuer à faire naître une véritable réflexion et au-delà, une sincère prise de conscience des problématiques de l'ère numérique, plus particulièrement en matière de démocratie.

André Santini

*Le duel
Rousseau-Montesquieu
réactualisé par la démocratie électronique*

interview de
Bernard Ollagnier

André Santini : Ancien ministre - Maire d'Issy-les-Moulineaux - Premier vice-président du Conseil Général des Hauts-de-Seine

Les six années d'expérience acquises par Issy-les-Moulineaux depuis l'adoption du Plan Local de l'Information de notre ville ont permis de mieux mesurer l'évolution des mentalités et des comportements. La croissance exceptionnelle du nombre de visites sur notre site Internet (383 000 visites en 2001, dix fois plus qu'il y a trois ans), accompagnée de celle du courrier électronique, qui constitue maintenant plus du tiers du courrier quotidien, ainsi que le Conseil Municipal Interactif ou le Panel Citoyen, ont constitué autant d'éléments intéressants de réflexion sur les rapports entre les citoyens, leur administration et leurs élus.

S'il n'existe pas de définition unanime de la notion de démocratie, il en est de même sur la démocratie électronique. Certains accordent la

priorité à la participation directe des électeurs, d'autres à la participation régulière des citoyens lors des différents débats, d'autres encore pensent que la participation active de l'électeur n'est pas une priorité, "l'élite" se chargeant de résoudre les problèmes et d'informer les citoyens. La notion de "démocratie électronique" recouvre donc un vaste champ d'actions, que l'on peut regrouper en quatre axes principaux : l'e-gouvernement, l'e-citoyenneté, la réduction de la fracture numérique et l'acte de vote lui-même.

L'e-gouvernement

C'est faciliter l'accès des citoyens aux administrations et c'est simplifier leurs démarches administratives. La transformation du secteur public, dans ses relations internes et externes, à travers les technologies de l'information, est une nécessité. Leur utilisation ne peut cependant rapprocher l'État des citoyens que si elle s'accompagne d'une volonté politique ferme et durable de réformer les institutions et de transformer les pratiques administratives. Cela ne consiste pas en une simple substitution de l'écran au guichet. En ce sens, *l'e-gouvernement* est davantage un problème de transformation de la relation citoyenne qu'un défi technologique.

Il n'est donc pas étonnant de constater que les pays qui sont en avance sont le plus souvent des pays neufs ou ceux qui ont des structures administratives légères. La France, malgré de réels efforts de l'État, reste désespérément en retard. Aujourd'hui, des Italiens et des Belges expérimentent la carte d'identité électronique, des Anglais utilisent l'Internet pour voter, des Espagnols pour porter plainte, des Portugais pour payer leurs impôts, des Allemands pour signer électroniquement un document. Il faudra en tirer les conséquences et exiger une politique plus ambitieuse, notamment pour soutenir l'équipement des ménages, par des incitations fiscales, par exemple.

L'émergence d'une nouvelle citoyenneté

Parallèlement, les Technologies de l'Information font apparaître un nouveau type de citoyen, mieux informé et plus exigeant. Même si cela reste encore anecdotique, le sondage "sortie des urnes" réalisé le 21 avril par l'institut CSA montre un comportement électoral légèrement différent chez les internautes. Parce que la démocratie est, par essence, inachevée, nous devons prendre en compte cette nouvelle donne. Nous évoluons vers un système de délégation transparent et bien contrôlé. Les responsables politiques devront s'y adapter, en faisant preuve de capacité à concevoir sur chaque sujet des solutions alternatives, afin de présenter des choix et non des décisions toutes faites ;

expliquer clairement les enjeux, avantages et inconvénients des diverses hypothèses ; et créer des consensus. Cette nouvelle citoyenneté constitue un formidable défi, car elle pose une quantité de questions sur la légitimité, l'instantanéité des débats, la nature des États et l'organisation même de nos sociétés. Il s'agit, probablement, de la révolution la plus importante, quant à son impact sur l'opinion publique, depuis l'invention de l'imprimerie.

La fracture numérique

Chacun comprendra qu'il n'y aura pas de progrès significatif si tous les citoyens n'ont pas accès, dans les mêmes conditions, à la Société de l'Information. Et il y a différents degrés dans l'accessibilité aux réseaux :

- culturel : une personne qui s'interdit ou restreint son accès aux technologies ;
- physique : une personne qui a des difficultés à utiliser un environnement graphique ;
- économique : une personne qui n'a pas les moyens de s'acheter un ordinateur ;
- éducationnel : une personne qui ne sait pas utiliser un ordinateur ;
- géographique, enfin : entre les pays du Nord et ceux du Sud.

L'accès pour tous, pour chacun à son domicile, est essentiel, en plus des accès dans les centres et lieux publics. Mais l'accès ne suffit pas, il faut aussi que les gens disposent des compétences nécessaires pour utiliser l'ordinateur et surfer sur le net.

Le vote

L'abstention record du premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril, en grande partie responsable de la situation inédite dans laquelle se trouve la vie politique française, contribuera-t-elle enfin à faire prendre conscience de la nécessité de moderniser le vote ?

Depuis mars 2000, je demande que l'on étudie sérieusement le vote par Internet et que l'on rétablisse le vote par correspondance, afin de simplifier la vie de nos concitoyens. Si, depuis deux ans, la France a continué à s'interroger sur les avantages et inconvénients du vote par Internet, nos voisins, eux, ont constitué des groupes de travail et ont programmé des expériences concrètes. Le Royaume-Uni, l'Estonie, la Suisse, l'Irlande ou l'Allemagne se sont résolument engagés sur la voie de l'expérimentation.

Améliorer les conditions matérielles du vote n'est sans doute pas le remède à tout, mais c'est un point de passage obligé si l'on veut maintenir des taux de participation décentes. Bien sûr, et c'est l'objectif des expérimentations, il faudra d'abord répondre aux questions que le vote par Internet soulève, sur la sécurité des réseaux, sur le secret et l'anonymat du vote, l'égalité de l'accès aux réseaux, la sacralisation du vote. Et, au moment d'adapter les législations aux votes en ligne, il faudra également créer de nouvelles sections dans la loi pour garantir l'efficacité du vote par Internet.

Propos recueillis par Bernard Ollagnier

Diana Carling

**La promesse de
l'e-démocratie
est encore une promesse**

interview de
Bernard Ollagnier

De l'Université du Kansas, USA - Doyenne de la Faculté et des Programmes Internationaux - Professeur d'Etudes de Communication - Conseiller à la Commission des Débats Présidentiels - A été consultant en Amérique du Sud, Amérique Centrale et Afrique pour les débats politiques- Auteur du Programme "DebateWatch".

Les changements politiques majeurs et l'explosion technologique au cours de la dernière décennie du XX^e siècle et au début de ce XXI^e ont eu pour effet de susciter des réflexions sur la situation et le développement de la démocratie. En même temps, les démocraties établies ont subi le déclin de la participation des citoyens aux élections provenant d'un mécontentement général et d'une perte de confiance dans les institutions politiques. En parallèle de ces phénomènes est advenue la rapide croissance d'Internet et sa promesse de fournir des moyens efficaces d'information, de créer une sphère publique globale et d'améliorer le processus de décision politique. Au regard des innombrables débats sur les élections et la chose politique, les questions concernant les possibilités

d'Internet pour l'éducation des citoyens et le renforcement des pratiques démocratiques sont celles-ci : quel est son potentiel ? comment a-t-il fonctionné depuis son développement ? est-il préférable à d'autres formes de communication ?

Pour répondre à ces questions, il est important en premier de considérer ce qui est nécessaire pour qu'une démocratie fonctionne. Selon le philosophe *«la démocratie dépend du débat, et les méthodes du débat sont une nécessité pour aider à l'émergence d'une politique comprise par le public»*. Cette notion est en concordance avec le concept de Platon de la dialectique. Les Grecs anciens considéraient le progrès de la connaissance comme un processus collectif plutôt qu'individuel, la dialectique étant le moyen d'augmenter la compréhension. Quels que soient le continent ou la culture, les gens à travers le monde se sont toujours rassemblés dans des modes très variés pour partager leurs expériences personnelles et pour discuter des formes politiques qui ont une incidence sur leurs vies.

J. Brian Atwood, de l'Agence des États-Unis pour le Développement international, notait en 2001 que : *«les pratiques démocratiques ont été chose ordinaire dans les cultures africaines pendant des siècles. Au temps où les Européens pratiquaient le féodalisme, beaucoup de sociétés africaines pratiquaient instinctivement la tolérance, le respect des voisins et la politique du consensus.»* La vision de la démocratie du philosophe allemand Jürgen Habermas rejoint la longue tradition de l'esprit de la délibération. Pour Habermas, la démocratie va au-delà du vote et de la loi. Sa conception de la sphère publique décrit la démocratie comme la possibilité d'obtenir le progrès social par un débat aboutissant à un consensus.

L'information brute et l'analyse critique peuvent occuper 30 secondes d'un spot de publicité à la télévision ou 20 secondes dans le journal télévisé du soir. Les sites Web avec des données factuelles sur les "faits" d'un candidat peuvent aider à reconnaître celui qui dit vraiment "la vérité".

L'Internet offre la possibilité, à travers les *chat rooms* (salons d'entretiens directs) ou les forums ainsi que par tous les autres mécanismes de dialogue virtuel, de créer une sphère publique virtuelle qui répond à l'impératif naturel des hommes d'engager un débat et d'y participer de façon continue. A travers le Web, les citoyens augmentent leurs niveaux de connaissance et utilisent ces connaissances pour communiquer directement avec des candidats, des ministres et leurs collaborateurs aussi bien qu'entre eux-mêmes à propos de la politique menée. La réalité, cependant, est que l'Internet n'a pas encore atteint son total poten-

tiel dans les pays développés démocratiques et cela prendra des décennies dans les pays en voie de développement.

Le Web est encore très nouveau dans les pays démocratiques. Davantage d'expérience est nécessaire pour que ce soit autre chose qu'un mode d'archivage d'informations. Pour faire le tri dans la quantité si vaste d'informations, l'apprentissage à la lecture du média est indispensable pour utiliser correctement cette technologie. La plupart des informations mises sur les sites des candidats aux élections, y compris ceux de mon propre État pour les élections actuelles, proposent des liens avec la presse quotidienne, des communiqués de presse et transcrivent fidèlement des messages qui sont également disponibles en d'autres sources.

Qualité de l'information

L'information n'étant pas contrôlée, n'importe qui peut afficher n'importe quoi qui peut être regardé comme valable par un internaute. Même dans une démocratie bien établie avec des citoyens éduqués, une information erronée peut provoquer une réduction de la participation des citoyens.

Stephen Coleman, de l'Ecole des Sciences Economiques de Londres, a établi une analyse critique de l'usage d'Internet lors des élections présidentielles de l'an 2000 aux États-Unis. Il a mis en évidence aussi bien ses forces que ses échecs. Parmi les problèmes posés par l'information non-contrôlée qu'il cite, se trouvaient des "canulars" ; or les vrais-faux sites qui parodiaient le site d'un candidat, donnaient des contre-informations sur le propre site du candidat. Ces sites se présentaient sous le nom du candidat ciblé ; ainsi, quiconque utilisant un moteur de recherche était fondé à croire qu'il était connecté au site du candidat...

L'envoi de messages par e-mail pour prendre contact avec des ministres ou pour faire état de problèmes d'ordre public peut cependant amener des citoyens en plus grand nombre à participer aux processus politiques. Néanmoins, si le temps pour obtenir une réponse n'est pas plus court ou si la qualité n'est pas meilleure que ce qui est obtenu par téléphone ou par courrier, alors le Web est un substitut et non pas une innovation. Si la qualité des discussions en temps réel entre citoyens est moins réfléchie que lors de réunions en face à face, alors le consensus n'est pas possible. Une comparaison à la suite des élections présidentielles, que j'ai établie en 1996 et 2002, entre les débats tenus en groupes traditionnels "face à face" et ceux tenus en *chat rooms*, a mon-

tré une beaucoup plus grande qualité de discussion, plus de consensus et plus d'analyse dans les groupes traditionnels.

Les limites d'Internet

Dans les pays sous-développés, les limites d'Internet sont basiques du fait des difficultés d'accès et de l'illettrisme. Par exemple, en l'année 2000, il existait au Bénin un seul fournisseur d'Internet et moins de 1 % de la population était en ligne. Le Bénin a un taux d'alphabétisation de 37 %. En Afrique du Sud avec un taux d'alphabétisation de 81 % et en Colombie où ce taux atteint 91 %, seuls 4 % et 1,5 % des populations étaient connectées en 2000. Ces chiffres contrastent nettement avec ceux des États-Unis : 7 800 fournisseurs d'accès et 56 % de la population connectés ou ceux de la France avec 62 fournisseurs et 14,5 % de la population connectés. Dans ces deux pays, le taux d'alphabétisation est respectivement de 97 % et 99 %.

Dans les démocraties émergentes qui ont une pratique encore limitée de la libre discussion et du débat, le développement d'une culture politique demande l'expérience et l'éducation à une société ouverte.

Au plan des idéaux démocratiques exprimés depuis les Grecs jusqu'à nos philosophes contemporains, l'Internet tend à encourager le dialogue et à créer une sphère publique nouvelle, mais sa capacité à favoriser la compréhension et le consensus n'est pas totalement convaincante. L'information brute est plus présente sur le Web que le dialogue, mais nous savons que la compréhension vient plus d'un centre d'intérêt commun que d'une recherche solitaire de faits. Comme avec tout autre médium qui diffuse des messages politiques ou des outils pour les analyser et les comprendre, les limites d'Internet sont moins celles liées à l'accès aux données que celles de la capacité des hommes à distinguer les bons des mauvais arguments et d'accepter l'opposition de points de vue différents tout en recherchant un terrain d'entente.

Propos recueillis par Bernard Ollagnier

Alain Busson

«Ces types d'outils numériques -comme l'Internet- introduisent des structures de marché inversé, mais sur le plan politique, ils vont renforcer le rôle du politique de l'échelon représentatif.»

interview de
Pierre Braillard

Alain Busson est Délégué Général de l'Observatoire des Télécommunications dans la ville, que préside Michel Delebarre, ancien ministre d'État, maire de Dunkerque. Enseignant, il a longuement étudié de près les pratiques sociales et culturelles des Français. Il analyse à présent les changements de société nés de l'Internet.

Pierre Braillard : Peut-on vraiment redouter une concentration des pouvoirs avec des groupes venant faire main basse sur l'Internet comme cela existe pour d'autres médias ? Quelle est votre réaction sur ce point ?

Alain Busson : Beaucoup de choses opposent la télévision à Internet. La télévision est un média de point à masse, comme l'on dit, un média centralisé qui s'est toujours construit à partir de quelques opérateurs diffusant leurs programmes à une masse importante d'individus, même si, ça et là, il existe des télévisions locales. L'Internet s'est construit sur un modèle complètement différent - c'était même l'objet du dispositif - sans aucun centre, par une interconnexion de réseaux. Dans l'histoire de la communication, c'est le premier média qui se soit construit par adjonctions successives d'utilisateurs sans planification centralisée. Dans sa nature même, dans sa structure, dans sa typologie de réseau, on trouve une vocation centrifuge. Aujourd'hui, dans la façon dont ce réseau évolue, dont ces réseaux évoluent, il n'existe aucun système de planification. C'est une communauté d'utilisateurs. C'est ce qui fait aussi la première originalité de ce système.

Deuxième originalité : c'est aussi le premier média où l'utilisateur est en même temps producteur récurrent d'information. Il s'agit là, d'une vraie nouveauté. On s'est bercé de quelques utopies avec la vidéo, les radios libres ; on pensait que ce serait des moyens d'expression communautaire : ça a fait long feu ! La vidéo est un moyen de distribuer des programmes faits ailleurs. Les radios sont devenues un systè-

me commercial qui distribue aussi des programmes et la part de marché en France de ces radios doit être de 3 %. L'Internet, ce n'est pas ça : c'est un moyen, et le coût d'entrée est très réduit.

R.P. : *Certains estiment qu'une des caractéristiques principales de l'Internet tient à l'effacement des intermédiaires, à la désintermédiation.*

A.B. : Je ne crois pas. C'est un système qui permet de mettre en relation directement le producteur et l'utilisateur, et les rôles peuvent être inversés. On est confronté à un problème classique quand on présente un schéma économique -et c'est même vrai dans le domaine de la démocratie - où on se trouve face à une multiplicité d'offreurs et à une multiplicité plus grande encore de demandeurs, les uns et les autres se trouvant répartis sur toute la planète. Il y a quelque part un rôle d'intermédiation qui doit être joué pour mettre en relation l'offre et la demande. Je ne crois pas à la multiplication des relations directes.

La différence, c'est que l'intermédiaire va changer de rôle. Aujourd'hui, les distributeurs, les intermédiaires sont, en général, mandatés par les producteurs pour toucher les consommateurs. Avec l'arrivée de ce type d'outils, on observe un rôle complètement inversé qui commence déjà à se manifester. On parle de structures de marché inversé, de pyramide inversée, d'offres et d'enchères inversées,... où l'intermédiaire devient non plus le mandataire du producteur pour toucher le consommateur, mais l'inverse ; il est alors le mandataire du consommateur pour aller toucher le producteur en trouvant l'offre que le consommateur recherche. C'est une inversion des rôles, mais je ne pense pas à une disparition de l'intermédiaire, surtout dans un monde où il régit une offre surabondante.

Je ne crois pas non plus à la démocratie directe, sur un autre terrain. Il y a des expériences de démocratie directe, je ne crois pas que cela supprimera l'échelon représentatif. Sauf que l'exercice de la démocratie se fait dans des conditions plus transparentes, plus ouvertes, plus interactives, mais, sans tout modifier. Je crois même au contraire que ces outils-là, sur le plan politique, vont renforcer le rôle du politique en donnant plus de prégnance sur le monde réel, plus d'interaction avec le monde réel.

R.P. : *Quel est alors le rôle des portails ? On le considère souvent comme devenant fondamental ?*

A.B. : Oui, bien sûr. Ce sont des fédérateurs d'offres, qu'elles soient d'ailleurs marchandes ou non-marchandes ; c'est aussi une façon pour

l'utilisateur d'y trouver un certain nombre de points de repères. Les gens de marketing disent que dans un monde comme le nôtre, un peu anarchique, la marque va prendre une place importante : c'est un point de repère pour l'utilisateur. Le portail peut jouer le rôle de marque dans un certain nombre de domaines.

R.P. : *Évoquons la régulation, la co-régulation, l'auto-régulation aussi.*

A.B. : Je ne crois ni à l'auto-régulation ni à la co-régulation ; c'est l'utopie des pères fondateurs de l'Internet. C'était peut-être possible dans un monde où les gens partageaient les mêmes valeurs. L'enseignement dans les milieux universitaires donnait une certaine déontologie dans l'exercice de l'échange. Mais ce n'est vraiment pas tout le monde. Je ne crois pas que l'auto-régulation soit possible. Par contre, je crois indispensable une régulation, mais, alors, elle ne peut exister qu'à l'échelle mondiale. On voit bien pourquoi. Maintenant la façon d'opérationnaliser une telle régulation mondiale sera certainement un peu compliquée.

R.P. : *Voyons alors les barrières d'entrée ; il n'y a pas que les promesses du numérique. Ces barrières ne sont pas uniquement dues au manque de large bande. Les Anglais n'ont que 6 % d'accès au haut débit, ce qui ne les empêche pas d'afficher un taux élevé de pénétration de l'Internet. Les premières de ces barrières proviennent sans doute du manque de culture des gens. L'inquiétude de jeunes professeurs d'université est de voir le maniement de la langue se réduire au maniement de l'outil d'accès sans qu'il y ait de création sur le plan démocratique et politique lequel demande quand même plus de niveau intellectuel que les consultations de données plus ou moins factuelles. Sentez-vous dans toute l'aire de l'Observatoire qu'il existe véritablement un frein de ce côté ?*

A.B. : Les barrières existent autant sur le plan culturel qu'économique ; puisqu'il faut pour se connecter avoir un minimum d'équipement. Même si on est simplement connecté au réseau téléphonique sans avoir d'accès large bande, le coût de l'équipement et des abonnements fait que ce système est aujourd'hui réservé à certaines catégories sociales. Même aux États-Unis où les taux de connexion dépassent 50 %, il vaut mieux être riche et urbain. C'est clair, mais les barrières sont aussi culturelles. C'est un outil où il faut avoir l'aisance de manipulation, comme c'est le cas pour toute innovation technique. Malheureusement, ces barrières culturelles s'ajoutent aux barrières économiques. Ce sont les mêmes gens qui sont défavorisés économiquement et culturellement.

Quant à la pauvreté du langage, je suis un peu plus optimiste : mes fils ont 17, 18 et 22 ans. Ils utilisent beaucoup de *chat*. Quand je regarde les textes qui défilent, j'avoue que je ne comprends pas du tout car il s'agit d'un langage très codé.

Par contre, en d'autres circonstances, ce n'est pas parce qu'on écrit un mél, qu'on n'utilise pas toute la palette des expressions disponibles.

L'écrit va garder sa place, Gutenberg n'est pas mort, pas encore en tout cas. Il existe des modes d'expression audiovisuelle, par exemple, par le son, par l'image qui font que cela devient extrêmement facile parce que les coûts de production ont baissé, parce que les outils sont faciles de maniement et relativement abordables. On peut allier les divers modes d'expression. Je ne crois pas à l'appauvrissement du langage. Ça dépend du type de message, ça dépend du lieu où l'échange se fait.

Dans la communication politique, les choses sont relativement policées, relativement bien formatées. Par contre, sur les chats on a affaire à un langage très codé...

R.P. : *André Santini est très content de ses opérations municipales...*

A.B. : Oui, il a fait procéder, par des universitaires, à l'évaluation de ses Conseils municipaux en ligne. Ce que disent ceux qui en font également -cela conforte l'avis d'André Santini - c'est que l'exercice du questionnement direct ne modifie pas trop l'exercice de la démocratie, mais exige, par contre, plus de tenue en séance ; les Conseils municipaux, à partir du moment où leurs séances sont filmées, reprennent une certaine solennité du dispositif.

Ensuite, le fait que ces prises de position soient publiques, accessibles dans des bases de données par la suite, oblige à beaucoup plus de transparence et de rigueur dans l'exercice des choix politiques. N'importe quel citoyen peut aller retrouver sur le site de la mairie les prises de position d'un élu.

R.P. : *Quel peut être le rôle effectif des pays développés comme la France dans l'aide numérique aux pays moins avancés pour les amener à un régime démocratique ? La prochaine Conférence de Johannesburg sera importante : un groupe de jeunes professionnels - sortis de l'Apartheid - ont créé une chaîne de télévision pleine d'enseignements. Quel est votre sentiment à cet égard ? Avons-nous, nous, Français, vocation à travers le Net à aider les pays émergents à se démocratiser ?*

A.B. : Deux éléments de réponse.

Un élément qui ne tient pas compte de la position française : il existe un certain nombre d'expériences en France comme ailleurs. On observe déjà en France des expériences destinées à des populations défavorisées, des gens du voyage, des immigrés... qui ne connaissent pas bien la langue, etc. On s'aperçoit que l'utilisation de cet outil, pour peu qu'il y ait un minimum d'encadrement, finalement, n'est pas si compliqué que ça !

Les barrières culturelles, ce sont des barrières *ex ante*. Une fois que les gens sont confrontés à l'usage, qu'on leur montre comment ça fonctionne, les outils peuvent au contraire atténuer les différenciations culturelles. D'autres expériences sont faites aussi dans des quartiers très défavorisés aux États-Unis, à Harlem, qui montrent que des jeunes pratiquement analphabètes, qui ne savent ni lire, ni écrire, arrivent à utiliser ces outils-là de manière assez optimale. On a des expériences de même type en France. Ces expériences particulières aux pays industrialisés peuvent tout à fait s'appliquer, à condition qu'il y ait l'encadrement et l'effort de formation suivie, à des pays en voie de développement. C'est peut-être un outil qui permettra de décloisonner un certain nombre de choses et de donner l'accès aux moyens de communication au plus grand nombre. C'est peut-être un peu utopique ! On parlait de barrières culturelles, mais quand les choses sont bien organisées, ces barrières peuvent tomber relativement vite. Le rôle de la France pour aider à la démocratie ? Bien sûr ! On peut difficilement s'élever en faux contre cette idée-là...

R.P. : À Berlin s'est tenue une réunion avec tous les ministres fédéraux concernés et des universitaires, finalement confiants eux aussi. Ils ont insisté sur l'organisation et la sécurité des transactions et des messages garantie aux utilisateurs. Il s'agit aussi d'une certaine homogénéisation de la langue. Au Cameroun, on rencontre un autre problème : il s'y parle trois cents langues... Les responsables nous disent que l'Internet ne marchera vraiment bien que s'il peut être totalement associé à l'oral. «Nous faisons bien plus confiance aux mobiles pour les chats, ensuite on viendra aux réseaux large bande.»

A.B. : Pour ajouter à cette argumentation, je crois que ce type de réseau comme facteur d'homogénéisation et de mise en relation des gens sur le village global, et à ce qu'il est aussi un facteur de renforcement des identités. C'est un outil suffisamment souple pour s'adapter à chacun des particularismes. L'échange, surtout au niveau planétaire, sera d'autant plus riche que chacun pourra conserver sa spécificité et sa propre identité.

R.P. : La diversité culturelle ne serait pas menacée ?

A.B. : Je ne crois pas. L'essence de l'échange humain est fondée sur la différence, pas sur le repli identitaire.

R.P. : Bien que la Bulle Internet ait éclatée, il ne semble pas que l'engouement pour le numérique et l'Internet ait beaucoup fléchi ? Ou assiste-t-on à un coup de frein brutal ?

A.B. : Brutal, je ne le pense pas. Mais une part de l'Internet, c'est quand même les opérateurs qui sont derrière, qui fournissent les offres techniques, les réseaux, etc... On s'est aperçu que l'éclatement de la Bulle a réfréné fortement la capacité d'investissement.

Pour ce qui est des élus locaux ou des mouvements associatifs, je pense qu'on avait dépassé, avant l'éclatement de la Bulle, le simple effet de mode. On constate une vraie prise de conscience de l'importance de cet outil qui permet de révolutionner un certain nombre de choses. Chacun est bien conscient du caractère très structurant de ce type de technologie, indépendamment des aléas conjoncturels. Prenons les projets dans les collectivités locales : certains ont pris un peu de retard parce que les moyens financiers y sont moins importants, mais la volonté politique n'a pas été entamée.

R.P. : Quid des moyens qu'apportera la télévision numérique hertzienne terrestre à tous ces problèmes de démocratie médiatique ?

A.B. : Je n'y crois pas du tout. Pour deux raisons : Il y a eu beaucoup de pronostics sur l'avenir des médias. Beaucoup se sont révélés faux. Je serais donc bien prétentieux de vous affirmer cela.

Personnellement, la première raison que je vois est que le marché de la télévision est un marché stable avec des acteurs qui gagnent de l'argent et n'ont donc aucun intérêt à développer un système concurrent aux leurs. Il faut être présent sur la télévision numérique terrestre mais simplement de façon défensive. La seule façon de déployer une stratégie un peu plus offensive serait d'avoir quelques nouveaux entrants ayant envie de modifier les règles du jeu. À ma connaissance, il n'y en a pas. Et, à partir du moment où vous n'avez pas de nouvel entrant capable de consacrer des investissements réellement significatifs pour bouleverser les règles, les acteurs en place n'y ont strictement aucun intérêt.

Et, un deuxième point, c'est que le dispositif mis en place, alors que les perspectives de marché sont très incertaines, est un dispositif éminemment complexe, ce qui explique peut-être que le dépôt des candidatures avait été retardé à ce point. On ajoute un handicap au marché...

On verra bien ce que cela donne. Il n'y a pas de pays étranger où cette télévision ait vraiment éclos d'une manière significative. Je suis assez sceptique sur le marché, comme pour la radio numérique en France ! Et pourtant, là aussi la technologie est prête ! Attendons et ne cessons pas d'être prudents !

«Le numérique, c'est plus de programmes, plus de proximité, plus de qualité et moins de coûts ... pour le plus grand nombre. Ne soyons cependant pas «technobéats» devant la technologie : le modèle économique de la TNT reste à inventer et le chemin sera semé d'embûches.»

Marc Rennard

interview de
Pierre Braillard

Marc Rennard est directeur général adjoint de TDF, président de TDF Vidéo service depuis 1996, et président de TDF Câble (92/96 et depuis 2001). Il était précédemment directeur commercial de TDF (92/96). Il a été directeur général de la Société des Montagnes de l'Arc, Groupe Caisse des Dépôts (89/92), directeur général (86/89), directeur d'agence (84/85) et consultant (82/83) de CEREP Communication, chargé d'études à l'ISEOR (79/81). Marc Rennard, 45 ans, est diplômé de l'EM Lyon, titulaire d'un DEA Sciences de Gestion. Il est trésorier de l'association "la Radio Numérique DAB".

Pierre Braillard : Vous qui êtes à la tête d'une des grandes entreprises européennes de diffusion, en plein milieu des mutations technologiques,

vous préparez, sur toute la chaîne, la télévision numérique terrestre, évolution inéluctable. Vous constatez dans les divers milieux, notamment universitaires, l'idée que cette concentration des pouvoirs à la faveur des technostructures, de ce que les Américains dénomment le central casting, produit du numérique, risque de vous tenter tous d'abuser de positions dominantes. Qu'en pensez-vous ?

Marc Rennard : L'introduction des technologies numériques dans notre métier comme dans beaucoup d'autres a plutôt pour conséquence de diminuer les barrières à l'entrée quels que soient les opérateurs. On produira des chaînes thématiques avec des budgets moins importants, qui seront donc accessibles à de nouveaux opérateurs. Dans les métiers techniques qui sont les nôtres, ces barrières à l'entrée diminuent également. Pourquoi ? Parce que les investissements sont davantage mutualisés. En matière de télévision numérique terrestre, là où on disposait d'un émetteur diffusant un programme, cet émetteur en diffusera six : ainsi les coûts de base sont diminués. Ils le sont également dans la mesure où l'ensemble des distributeurs, des diffuseurs techniques pourront s'ils le souhaitent demain partager des infrastructures à partir desquelles pourront être diffusés tous ces programmes.

A cet égard, TDF a depuis plusieurs années maintenant, déclaré que ses sites étaient ouverts : ils sont accessibles à ses concurrents potentiels. Il y a en ce moment même des discussions pour savoir à quel niveau de tarification ces sites peuvent être proposés. Certains pourraient faire valoir que nous aurions tendance à abuser de notre position existante : ce n'est ni notre état d'esprit, ni notre pratique.

P.B. : Vous retrouvez le problème de l'ouverture des boucles locales des opérateurs de télécommunications ?

M.R. : Pas tout à fait. Dans la mesure notamment où en matière de télévision numérique terrestre il faudra réaliser de très lourds investissements pour pouvoir diffuser à partir de nos sites. Le dossier n'est pas celui du partage d'une infrastructure existante. Il faut en constituer une qui nécessite des prises de risque très importantes : risques financiers, risques techniques, et aussi des risques commerciaux, des risques de marché puisqu'on voit bien qu'en Angleterre, en Espagne, en Finlande où la télévision numérique terrestre a démarré, la situation économique des opérateurs est pour le moins difficile. Nous sommes bien décidés à assumer une partie de ces risques, mais nous ne souhaitons pas être les seuls. Nous appelons donc de nos vœux que nos compétiteurs futurs puissent eux aussi investir, et comme nous se comporter en entrepreneurs.

P.B. : Vous parlez des barrières d'accès qui sont abaissées. Il n'en demeure pas moins qu'en mutualisant les coûts, on "refile" au consommateur final une part des investissements avec l'achat obligatoire de set-top boxes, ou de téléviseurs numériques intégrés. Est-ce un facteur important du développement de ce nouveau mode audiovisuel ?

M.R. : Oui, bien sûr ! Les questions relatives aux techniques de diffusion, bien qu'elles concernent directement TDF, sont relativement moins importantes que celles relatives à la réception chez le téléspectateur et que celles relatives aux contenus : celles-ci constituent sans doute le facteur essentiel du succès de la TNT (Télévision Numérique Terrestre).

Concernant la réception, elle se fera effectivement soit à l'aide de téléviseurs numériques intégrés, soit à l'aide de *set-top boxes*. Ce sont des éléments nouveaux qui sont apparus au cours des derniers mois. Une des hypothèses qui était pour nous une des conditions de la réussite de la télévision numérique terrestre consistait précisément à disposer de ces *set-top boxes* à des prix raisonnables. On parlait de moins de 1 500 francs, puis moins de mille francs, soit 150 euros. On peut affirmer à présent qu'il existera des *set-top boxes* à moins de 150 euros. Certains ont même évoqué le prix de 100 euros. Si on parvenait à un tel prix, ces boîtiers relèveraient pratiquement de l'ordre du cadeau de Noël ; certes un beau cadeau, mais que l'on peut faire à des proches. C'est vraiment quelque chose de très important parce que si d'aventure, ces terminaux arrivent à ces prix-là, quand bien même on n'offrirait au démarrage que quelques programmes numériques nouveaux, cinq, six, sept, dix, quinze ... ; une telle offre représenterait un triplement de l'offre actuelle de télévision hertzienne analogique en clair pour 70 % des Français aujourd'hui. Payer cent euros en une fois pour avoir ensuite ne serait-ce que l'accès à l'offre gratuite annoncée, c'est tout à fait important. J'ajoute que si on parvenait à ce niveau de cent euros, ce pourrait être effectivement un cadeau familial, mais cela pourrait également devenir un argument de vente pour les fabricants de téléviseurs qui viendront dire, «achetez mon téléviseur et pour un euro de plus vous aurez le décodeur numérique avec !» Mais quelque soit le prix de ces équipements, cela ne marchera que s'il y a des contenus disponibles. C'est encore une autre affaire !

P.B. : Les 150 millions de départ ne suffiront pas à financer longtemps ces nouveaux contenus indispensables.

M.R. : C'est quand même une somme significative. J'imagine que ce montant a été arrêté en accord avec les dirigeants de France Télévisions, et il n'y a pas de raison qu'il ne suffise pas, compte tenu notamment de

la base éditoriale importante et de qualité dont disposent les chaînes publiques.

P.B. : *Sylvain Gouz est très confiant dans les chaînes d'information continue.*

M.R. : Il a raison, mais il ne faut pas être "technobéat" devant la technologie numérique. Toutes les conditions ne sont pas levées, et même s'il y a un peu d'argent ici ou là pour produire des programmes, ce n'est pas une garantie absolue que ceux-ci correspondront aux attentes du public. La sanction c'est quand même *in fine* le choix du public. En outre, le modèle économique de la TNT reste à inventer et le chemin sera semé d'embûches : il restera de nombreuses années pendant lesquelles il faudra financer des déficits, soit pour nous prestataires techniques, soit pour les opérateurs de multiplexes ou les éditeurs de chaînes. La rentabilité n'apparaîtra qu'au bout de quatre, cinq, six, sept ans ... comme le prédisent certains, et rien n'est moins sûr que toutes les chaînes qui s'annoncent aujourd'hui, puissent soit voir le jour, soit survivre après quelques années. Il est même assez probable qu'un bon nombre ne le pourront pas.

P.B. : *Vous nous avez bien précisé le problème du segment de la réception, mais l'autre inquiétude provient de l'éclatement de la Bulle Internet qui aurait fait perdre confiance au marché. Le président Patrick Le Lay estime à quelque trente milliards d'euros la somme totale des pertes annuelles du câble et du satellite, des chaînes thématiques, en Europe. En tant qu'expert en marketing, et vous avez bien dit qu'il fallait que tous les paramètres fonctionnent en même temps, quel est votre sentiment face à l'évolution financière du marché dont l'incidence politique est évidente ?*

M.R. : Tout d'abord quand des dirigeants aussi avisés que ceux que vous citez s'expriment, il faut au moins les écouter. Ils ont démontré au travers de leur réussite qu'ils savaient de quoi ils parlaient !

Pour en revenir à l'éclatement de la Bulle Internet, chaque fois qu'il existe un contexte économique difficile, l'introduction d'une innovation technologique est plus difficile à mettre en œuvre. Néanmoins, j'estime que l'éclatement de cette bulle est en fait la fin du rêve d'un Internet gratuit pour tout le monde, fournissant des contenus merveilleux disponibles sur son ordinateur sans que cela coûte quoi que ce soit. La fin de ce rêve-là, c'est au contraire une chance pour la Télévision Numérique Terrestre dans la mesure où on n'a toujours rien inventé de mieux que les technologies de type "point-multipoint" (que ce soit le satellite ou le numérique terrestre), pour desservir le plus grand nombre, elles présen-

tent en effet le grand avantage qu'à chaque fois qu'on ajoute un abonné ou un auditeur, celui-ci ne coûte rien contrairement aux technologies Internet "classique". Je pense qu'il subsiste une appétence très forte pour plus de contenus, plus de contenus locaux, et dans un futur plus lointain pour plus d'interactivité. Pour se convaincre de l'existence de ce besoin, de cette demande, il n'y a qu'à voir le formidable succès éditorial des télévisions locales françaises qui ont globalement un bon taux d'audience, mais sans pour autant avoir pu régler leurs difficultés économiques.

On constate donc une demande pour davantage de contenus locaux, et également internationaux : la télévision numérique terrestre va permettre d'y répondre.

Parmi les leçons à tirer de l'éclatement de la bulle et de ses promesses non tenues, figure également le fait qu'en dépit d'évolutions lourdes vers certaines formes de "convergence", la télévision se regarde aujourd'hui principalement en famille, au salon avec une télécommande, alors que l'ordinateur se consulte au bureau avec une souris, et tout seul !

Je suis ainsi persuadé que ce n'est pas demain que l'on regardera significativement un film en famille sur l'ordinateur, ne serait-ce que parce que l'ordinateur n'est pas situé en général dans la pièce où on regarde la télévision. Cela dit, il ne faut pas nier que l'on peut déjà écouter la radio sur son ordinateur, (toutes les radios sont sur le site comfm.com) regarder quand on a l'ADSL une séquence vidéo, une bande annonce, et la météo. Cependant, au moment où certains prônent la haute définition, les écrans larges, ce n'est quand même pas l'usage premier de l'ordinateur : ce serait une marche arrière ! De leur côté, les réseaux télécoms pourront diffuser un jour de la vidéo, même si, ne rêvons pas, l'eldorado ne sera là non plus pas pour tout le monde ! On n'aura pas de quoi financer tous les tuyaux avec les mêmes contenus. La France avec sa population de soixante millions d'habitants, même si on la triple avec le marché de la francophonie, est loin du marché anglophone mondial. Il faut donc rester modeste, prudent, rien ne garantit le plein succès des projections optimistes que l'on peut encore lire ici ou là.

P.B. : L'expansion de la démocratie, précisément à travers le monde, lorsqu'on examine les États-Membres des Nations Unies, ne laisse pas d'inquiéter. Les technologies nouvelles, numériques notamment, avec tous leurs avantages techniques et économiques, vont-elles pouvoir venir en aide aux pays émergents ou en développements si nos pays industriels acceptent de s'y consacrer ? Les agences spécialisées de l'ONU ne semblent pas se mobiliser fortement dans ce but ? Votre grande entreprise qui compte déjà de belles réalisations à l'étranger est-elle prête à s'investir dans de

telles missions ?

M.R. : TDF a déjà une politique active de développement international, principalement tournée vers l'Europe, mais nous avons également beaucoup travaillé historiquement avec les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. A l'évidence, pour des pays qui veulent construire, ou reconstruire des réseaux de télévision, le savoir-faire mobilisable tel que le nôtre, pour la partie technique, et celui des éditeurs français publics ou privés peut effectivement être mis au service de ces pays pour monter des chaînes généralistes, voire thématiques.

Au plan plus politique et plus général, je crois que c'est toujours un bien pour le progrès vers la démocratie à l'échelle de la planète de faire en sorte que dans les pays aux économies émergentes, il puisse y avoir des offres audiovisuelles multiples : c'est un des facteurs d'équilibre et de développement de ces nations. Plus il y a d'offres et d'avis différents, plus il est difficile de les contrôler par d'éventuels pouvoirs politiques : la multiplication de l'offre audiovisuelle est un élément qui contribue à éduquer, à acculturer, à ouvrir les populations à des informations et connaissances qui soient moins "convenues" que celles que peut offrir un seul programme détenu par un pouvoir central. De même que les grandes nations développées ont un rôle d'aide à la reconstruction, à la lutte contre la faim, elles peuvent développer des programmes d'aide au pluralisme audiovisuel. De ce point de vue, les technologies numériques, en rendant les coûts moins élevés, faciliteront la mise en œuvre de tels programmes. En Afghanistan, en Palestine, en Bosnie, la priorité est bien entendu davantage tournée vers la reconstruction des infrastructures, mais on peut imaginer qu'à moyen terme l'aide à la reconstruction de réseaux audiovisuels diffusant des programmes pluralistes devienne un enjeu.